Bimensuel
socialiste
féministe
écologiste

solidaritéS

408
7 07 2022
4 fr. / 4 €

National 4
La guerre à l'inflation est-elle vraiment déclarée ?

Immigration 7
Melilla : frontières et barbelés ensanglantés

Féminisme 11
Un *backlash* contre les mouvements féministes ?

International 14
Andalousie : un bloc de gauche indépendant

Publicité

Édito

Droits reproductifs : la lutte continue

La décision de la Cour Suprême des États-Unis de supprimer l'accès à l'avortement garanti par la décision *Roe v. Wade* de 1973 constitue un retour en arrière alarmant pour les droits sexuels et reproductifs et confirme l'assaut des forces conservatrices et réactionnaires.

Cette décision s'inscrit dans une stratégie de long terme mise au point par les organisations fondamentalistes chrétiennes et plus généralement de la droite et extrême-droite étasunienne opposées à l'avortement et aux droits des personnes LGBTIQ+.

Le droit à l'avortement au niveau fédéral à présent révoqué, tout porte à croire que l'accès à la contraception, le mariage pour toutes et tous et même les mariages mixtes seront les prochains droits auxquels s'attaquera la Cour Suprême hautement politisée et conservatrice.

Cette décision met en lumière l'agenda et l'idéologie profondément réactionnaire, patriarcale, raciste, validiste et transphobe du mouvement anti-avortement et de l'extrême droite aux États-Unis. Elle aura des conséquences particulièrement graves non seulement sur les femmes cisgenres mais également sur les hommes trans et sur toute personne pouvant tomber enceinte.

Les communautés marginalisées qui font déjà face à des barrières significatives d'accès aux soins dans un système de ➔

À lire 8—9
LIVRES EN LUTTE POUR L'ÉTÉ

santé étasunien néolibéral verront leurs possibilités de choix encore plus restreintes.

Les tentatives de récupération et d'instrumentalisation des luttes pour les droits reproductifs par les compagnies multinationales via des campagnes de relations publiques autour de leur engagement à couvrir les frais des personnes ayant besoin de voyager dans d'autres États pour obtenir un avortement ne doivent pas cacher leurs responsabilités et les limites de leurs manœuvres. Ces entreprises ont pour la plupart versé de l'argent à différents acteurs·trices républicain·e·s et certaines d'entre elles se servent des droits reproductifs comme outil d'affaiblissement du mouvement syndical. Starbucks se propose par exemple d'assurer le recouvrement des frais de voyage uniquement pour les travailleuses et travailleurs non syndicalisé·e·s.

Sans avortement sûr, gratuit et légal, les personnes cherchant à interrompre une grossesse auront recours à des procédures pouvant mettre leur santé et leur vie en danger ou devront continuer une grossesse non désirée (également une violation des droits humains) ou encore devront se faire avorter dans un autre État. Le tout dans un pays où les protections sociales sont minimes voire inexistantes, où les droits à la santé, à l'éducation et au logement, particulièrement des communautés non blanches et paupérisées sont régulièrement bafoués.

Cette décision va renforcer les mouvements conservateurs au niveau international. Face à eux, inspirons-nous des mouvements sociaux comme la vague verte en Amérique du Sud, au Rwanda et au Bénin, qui sont parvenus à faire changer les lois restreignant l'accès à l'avortement.

L'approche globale réactionnaire du mouvement anti-avortement doit être contrée par des mouvements socialistes, queer et féministes de masse articulés autour de la notion de solidarité transnationale. Nous sommes et resterons féministes tant qu'il le faudra, en solidarité avec les mouvements progressistes aux États-Unis et ailleurs, soutenant leurs mobilisations et maintenant la nôtre contre les atteintes réactionnaires à notre libération et émancipation.

Paola Salwan Daher ■

LAUSANNE **30 SEPT. & 1ER OCTOBRE**

UNIVERSITÉ D'AUTOMNE DE SOLIDARITÉS

Face à l'augmentation de la violence néolibérale, la consolidation des autoritarismes et la crise climatique, quelles utopies révolutionnaires voulons-nous construire ?

VE 30

19 h Plénière

DES LUTTES QUI ONT ESQUISSÉ D'AUTRES PROJETS DE SOCIÉTÉ DANS LES INTERSTICES DU CAPITALISME

→ **Mathilde Marendaz** ZAD de la Coline, Solidarité & Écologie
→ **Antonia Undurraga** militante féministe et mère dans une famille monoparentale
→ **Pierre Patelli** militant internationaliste

SA 1

9 h 30 Ateliers

ANTI-IMPÉRIALISME ET INTERNATIONALISME, LE CAS DE L'UKRAINE

→ **Hanna Perekhoda** solidaritéS, Comité de solidarité avec l'Ukraine et les opposants russes à la guerre
→ **Catherine Samary** Réseau européen solidarité Ukraine, Comité international de la IV, conseil scientifique d'Attac, NPA

MOUVEMENT FÉMINISTE SUISSE : QUELLE GRÈVE EN 2023 ?

→ Militantexs du collectif vaudois de la Grève féministe

LES FAUSSES IDÉES SUR L'ÉCOLOGIE ET ALTERNATIVES ET RÉSISTANCES EN SUISSE

→ **Renaud Duterme** enseignant en géographie, co-animateur de *Géographies en mouvement*
→ **Miriam Gross** activiste pour la Justice Climatique, Break Free

13 h 30 Ateliers

LUTTES ANTIRACISTES ÉMANCIPATRICES FACE AUX ATTAQUES RÉACTIONNAIRES ISLAMOPHOBES EN SUISSE ET EN FRANCE

→ **Ines El-Shick** collectif des Foulards Violets
→ **Roseline Vachetta** NPA Grenoble

NÉGOCE DES MATIÈRES PREMIÈRES ET CAPITALISME SUISSE

→ **Sébastien Guex** Prof. honoraire université de Lausanne, solidaritéS
→ **Guillaume Durin** sociologue, Break Free

FACE AUX AUTORITARISMES EN TURQUIE ET BRÉSIL, RÉSISTANCES ET ALTERNATIVES PROGRESSISTES

→ **Gabriella Lima** militante internationaliste, solidaritéS
→ **Emre Öngün** militant internationaliste, France Insoumise

BANQUE MONDIALE, UNE HISTOIRE CRITIQUE. L'AGENDA CACHÉ DU CONSENSUS DE WASHINGTON

→ **Eric Toussaint** président du CADTM, conseil scientifique d'ATTAC

15 h 30 Ateliers

RÉPRESSION ET JUSTICE PÉNALES : QUELLES REVENDICATIONS ?

→ **Amy Ritterbusch** professeure à l'UCLA, Defund the police
→ **Pierre Bayenet** solidaritéS

UN REGARD ÉCOFÉMINISTE SUR LA VILLE

→ **Joana Bregolat** activiste et chercheuse écoféministe catalane, Anticapitalistas

LUTTES DES FEMMES INDIGÈNES : LE CAS DES STÉRILISATIONS FORCÉES AU PÉROU

→ **Muriel/Rosa Mestanza** militante féministe française et péruvienne, doctorante en Sociologie et Genre au Laboratoire Changement Social et Politique

17 h 30 Plénière

PENSER ET IMAGINER LES UTOPIES POLITIQUES AUJOURD'HUI ET DEMAIN

→ **Eric Toussaint** président du CADTM, conseil scientifique d'ATTAC
→ **Jules Falquet** professeure à Paris 8, autrice de *Pax Neoliberalia* et *Imbrications : Femmes, race et classe dans les mouvements sociaux*
→ **Joana Bregolat** activiste et chercheuse écoféministe catalane, Anticapitalistas

PÔLE SUD **INSCRIPTION → INFO@SOLIDARITES.CH**

AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous ! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé !
→ Sur notre site : solidarites.ch/abonnements
→ Par Twint, en scannant ce QR code

Impressum

Éditeur
Journal solidaritéS
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E journal@solidarites.ch
W solidarites.ch/journal

Tirage
5 000 exemplaires
17 n° par an

Comité éditorial
Clara Almeida Lozar
Clément Bindschädler
Joseph Daher
Cornelia Hummel
Margaux Lang
Julien Nagel
Pierre Raboud
José Sanchez
Thomas Vachetta

Relecture
Nathalie Delbrouck
Clara Fonjallaz
Gaëlle Kovaliv
Marc Leemann
Aude Martenot
Guy Rouge
Françoise Wos

Maquette et mise en page
Niels Wehrspann

Couverture
Niels Wehrspann / DR

Abonnements
Annuel fr. 80
Étudiant·e·s, chômeurs·euses, AVS/AI... 40
Soutien 150
3 mois à l'essai Gratuit !
▼ Pour payer : CCP 17-216950-1
IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1
Demandes d'abonnement et changements d'adresse :
▼ **abos@solidarites.ch**

Contacts régionaux du mouvement

Genève
25, rue des Gares
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E info@solidarites.ch
W solidarites.ch/geneve

Fribourg/Freiburg
Case postale 532
1701 Fribourg
E fribourg@solidarites.ch

Neuchâtel
Case postale 3105
2001 Neuchâtel
T +41 77 502 79 53
E ne@solidarites.ch
W solidarites.ch/ne

Vaud
5 place Chauderon
1003 Lausanne
T +41 79 302 38 34
E vaud@solidarites.ch
W solidarites.ch/vaud

15 000 maçon·ne·s ont défilé à Zurich samedi 25 juin pour réclamer de meilleures conditions de travail

National Monde du travail

LA GUERRE À L'INFLATION EST-ELLE VRAIMENT DÉCLARÉE ?

Il a suffi que la Banque Nationale Suisse (BNS) décide d'augmenter son taux directeur pour que les commentaires des expert·e·s économiques prévoient que cette décision fera baisser l'inflation. Mais comment adapter les revenus ?

« *La BNS table désormais sur une inflation de 2,8 % pour 2022, contre 2,1 % jusqu'ici. L'augmentation des prix doit par la suite s'établir à 1,9 % en 2023 (0,9 % précédemment), puis 1,6 % en 2024 (0,9 %).* ‹ Sans le relèvement de taux décidé aujourd'hui, la prévision d'inflation serait nettement plus élevée ›, *précise l'institution.* » (*Le Courrier*, 17.6.2022)

Par quels mécanismes ce résultat serait-il atteint ? Le mystère de la finance demeure complet. Par cette annonce, il s'agit certainement de calmer les craintes suscitées par les hausses des prix et démontrer que la situation est sous contrôle.

Pour l'instant, l'inflation annoncée pour 2022 va surtout réduire les salaires réels d'une majorité de la population, et plus particulièrement de la partie la moins nantie, celle pour qui les fins de mois ne sont pas des horizons radieux.

Réduire les taxes…

Les partisan·ne·s de l'UDC ont immédiatement saisi l'occasion pour présenter des mesures aux Chambres fédérales : relever la déduction pour les frais de déplacement et alléger d'au moins 50 % l'impôt sur les huiles minérales (essence, diesel et autres combustibles). Cet impôt équivaut aujourd'hui à près de 77 centimes pour l'essence sans plomb et près de 80 centimes pour le diesel.

En se concentrant sur des taxes et des déductions fiscales, l'UDC laisse une totale liberté aux compagnies pétrolières et aux sociétés de négoce pour spéculer et augmenter les prix. Invoquer la guerre en Ukraine et les changements dans la filière d'approvisionnement leur permet surtout de réaliser des profits record.

La logique populiste s'attaque aux taxes. Avec pour conséquence une réduction des finances publiques. Plus de profits privés, moins d'État pour résumer très sèchement. Et ensuite invoquer des déficits publics pour réduire des prestations.

Le PLR et le Centre n'ont pour l'instant pas soutenu ces propositions, car la paix sociale ne semble pas fragilisée par l'inflation actuelle. La colère n'est pas encore visible et ne s'est pas traduite par une contestation sociale. Pour ce bloc bourgeois, les annonces de la BNS suffisent à rassurer la population et faire croire que le mal est passager. Laissons les riches accumuler et les pauvres se débrouiller.

…ou distribuer des allocations ?

Parmi les propositions du PSS figure un « chèque fédéral » : 80 % des ménages percevraient ainsi 317 francs par adulte et 158 francs par enfant. Pour les plus riches, le montant serait dégressif, voire nul. Selon l'estimation du PSS, le coût s'élèverait à 2 milliards de francs. Comment cette allocation serait-elle financée ? Introduire une taxation sur le négoce des matières premières constituerait une revendication anticapitaliste, qui éclairerait un peu les racines de l'inflation. Malheureusement, cette idée n'est pas évoquée.

Dans une société de classes, les capitalistes savent brillamment passer dans l'ombre leurs mécanismes d'enrichissement. Les profits des multinationales de l'énergie continuent de croître. Pourquoi laisser filer les prix des carburants ? Bloquer les prix à un niveau antérieur (par exemple au 1er janvier 2022) serait une mesure bien plus sociale et égalitaire que de laisser les profiteurs·euses imposer une augmentation continue du prix de l'énergie.

Pour une échelle mobile des salaires

Autre revendication absente du paysage politique et syndical, celle d'une adaptation continue et complète des salaires à l'inflation, avec un rattrapage rétroactif. Il y a quelques dizaines d'années, certains syndicats avaient obtenu ce mécanisme connu sous le nom « d'échelle mobile des salaires ». L'inflation des prix est provoquée par la concurrence intercapitaliste. Les salarié·e·s n'ont pas à en être victimes ! Redonner du pouvoir d'achat n'est pas synonyme de consumérisme mais de justice sociale. Le Travail ne doit pas être la victime du Capital.

En novembre 2019, bien avant que l'inflation ne progresse, l'USS déclarait : « *La Suisse a un problème de pouvoir d'achat. Les salaires réels font du surplace. De plus en plus de ménages en Suisse ont des difficultés à payer leurs factures. Si l'on exclut les dépenses de santé, la consommation par habitant·e est en baisse.* » Alors en 2022, une inflation de 3 % ne va pas améliorer ce constat. Et l'Union patronale suisse avertit : dans les secteurs soumis à des CCT, les salaires ne seront adaptés que de 1,5 %. Tandis que les actionnaires de la bourse helvétique SPI se partageront 46 milliards de dividendes !

Dès à présent toutes les clauses d'adaptation au renchérissement des salaires, des rentes et des allocations sociales doivent être appliquées sans exception, que ce soit au niveau du secteur public et dans les CCT. Une mobilisation d'ensemble pourrait rassembler et unifier différentes catégories sociales, accompagnant les mouvements pour la défense de l'AVS et de l'égalité salariale.

José Sanchez ■

National Queer

GRAND SUCCÈS POUR LA PRIDE DE NUIT!

Nous étions plus de 8000 à marcher sur Lausanne ce 2 juillet 2022 pour défendre l'idée d'une révolution queer. Une révolution qui prend en compte touxtes nos adelphes. Le succès de cette manifestation montre que les communautés LGBTQIA+ portent en elles une réponse forte à apporter au néolibéralisme mortifère, à la crise climatique et sociale ainsi qu'à la montée des inégalités. Une réponse forte à ce système dégueulasse qui place les profits de quelque-unexs au-dessus de nos vies.

Réunixes autour de revendications tirées du manifeste de la Pride de Nuit portant sur notre autodétermination, la lutte contre la précarité, l'accès au soin ou encore le refus de l'impérialisme, les manifestantxes ont démontré la possibilité d'une alternative aux prides actuelles, loin des logiques marchandes.

Cela confirme l'hypothèse que les personnes LGBTQIA+ sont particulièrement vulnérabiliséxes dans notre époque de crise sociale et écologique. De ce fait, elles sont extrêmement bien placéxes en tant que militantxes queers pour faire partie de la solution à ces crises et proposer une véritable alternative à nos sociétés rongées par le capitalisme.

Nous vivons en tant que personnes queers des réalités bien spécifiques dont il s'agit de tenir compte, mais nous faisons aussi le constat que le monde se meurt et qu'il est urgent d'agir pour stopper la catastrophe. De plus, les enjeux des personnes queers racisées sont souvent invisibilisés dans nos communautés, par conséquent un bloc de tête en mixité choisie a été mis en place pour tenter d'amener un élément de réponse, certes insuffisant.

Maimouna Mayoraz Seb Zürcher ■

National Monde du travail

LE LAID MARCHÉ

Fin juin, *Le Temps* et *Heidi.news* ont dévoilé les marges pratiquées par la Migros et la Coop sur certains produits laitiers. Le prix en magasin est souvent le double de celui payé à un distributeur. Si ces chiffres sont choquants, ils ne confirment de fait que ce que les agriculteurices savaient déjà : les « coopératives » Migros et Coop font leur beurre sur leur dos.

En Suisse, les producteurices de lait sont payé·e·s entre 55 et 80 centimes par litre, selon l'usage que l'acheteur va en faire. Face à la hausse des prix des intrants, même la revendication d'un franc par litre, revendiquée lors de la grève du lait de 2008 et appliquée sur le lait « équitable », est insuffisante. Le coût de production est bien supérieur.

Comment les producteurices s'en sortent-iels ? D'abord, une partie ne s'en sort plus et met la clé sous la porte de l'étable ou se reconvertit. Plus de la moitié des exploitations ont disparu en vingt ans. D'autre part, les exploitations agricoles sont largement subventionnées par l'État au moyen des « paiements directs ». Chaque année, la Confédération verse 2,8 milliards pour diverses « prestations d'intérêt général », dont la sécurité de l'approvisionnement alimentaire.

Ce sont ainsi nos impôts qui financent la Coop et la Migros. Ces entreprises géantes, adeptes du « *coopérativewashing* », ont réalisé en 2021 un bénéfice de 559 et 668 millions de francs respectivement. À la Migros, chaque membre du Conseil d'administration touche 2900 francs pour une séance d'une journée. La présidente de ce Conseil gagne presque autant qu'un·e Conseiller·ère fédéral·e. À quand un référendum auprès des coopérateurices sur les prix payés aux producteurices ?

Le marché comme seul horizon ?

Malheureusement, rien ne changera tant que la majorité du monde agricole soutiendra une politique libérale. La principale organisation paysanne, l'Union suisse des paysans (USP), est un bastion des partis bourgeois. Elle défend par principe tous les accords de libre-échange signés par la Suisse, comme lors du référendum sur celui entre la Suisse et l'Indonésie de 2021. La méfiance, voire la haine envers les politiques de gauche en matière d'agriculture est entretenue par l'UDC et le PLR, qui soumettent ainsi l'un de leurs bastions électoraux à la terrible loi du marché.

Dans les villages et les champs, on voit fleurir ces jours des banderoles contre l'initiative sur l'élevage intensif, qui demande simplement que les animaux de rente soient élevés selon les normes de Bio suisse et cela d'ici... 25 ans. L'un des arguments de l'USP contre l'initiative est que « *Tout secteur économique a intérêt à axer son activité sur les besoins du marché. L'initiative va à l'encontre de ce principe, car elle conduit à une réglementation de l'offre par l'État.* »

À la suite de l'enquête du *Temps*, le syndicat Uniterre écrit dans son communiqué que « *Le temps est venu de légiférer pour assurer l'information, la participation effective des paysan·ne·s et des consommateurs·trices dans la politique alimentaire. L'Italie et l'Espagne ont interdit l'achat des produits agricoles aux paysan·nes en dessous du coût de revient.* »

Paysan·ne·s, faites votre choix.

Niels Wehrspann ■

Guy Parmelin constate les effets de la politique de son parti, 1er août 2020

USP

Genève Monde du travail

30H D'ÉTUDES + 10H DE RÉVISION + 20H DE MIGROS = ÉPUISEMENT!

Après les livreur·euse·s de Smood, dont Migros est actionnaire et principal client, c'est à ses employé·e·s étudiant·e·s que le géant du commerce de détail s'attaque. D'un nombre d'heures de travail fixe, leur nouveau contrat prévoit notamment une forte flexibilisation de leur temps de travail. À signer dans un délai très court sous peine d'être viré, sans période de consultation, et cela en pleine session d'examen.

Des employé·e·s se sont organisé·e·s avec l'aide d'Unia en informant leurs collègues et en organisant une conférence de presse devant la Migros de la Gare Cornavin. Saisie suite à cette mobilisation, la Chambre des relations collectives de travail aurait suspendu ces nouveaux contrats et ouvert une période de consultation. Entretien avec Marcel (prénom d'emprunt), employé étudiant de Migros.

Migros Genève vous a annoncé il y a quelques semaines un changement de contrat important pour tous ses employé·e·s et étudiant·e·s. Oui, durant un briefing plutôt informel, le manager nous a annoncé l'envoi par la poste d'un nouveau contrat de travail que nous devions signer dans les douze jours, en pleine période d'examens, sans quoi ils mettraient fin à notre relation de travail.

Que contient ce nouveau contrat ? Il prévoit une forte flexibilisation du temps de travail. Alors que nous avons tous un taux horaire fixe de 8, 10 ou 12 heures par semaine, le nouveau contrat prévoit un taux horaire flexible de 8 h à 20 h pour les Suisses et détenteurs d'un permis C et de 8 h à 15 h pour les autres. C'est problématique dans la mesure où un·e étudiant·e pourrait se voir obligé de travailler jusqu'à 20 heures par semaine alors qu'il·elle a d'autres obligations (universitaires, familiales, etc.).

Des heures sup se font déjà fréquemment, mais avec un taux horaire fixe, l'étudiant·e est en mesure de pouvoir dire non. Le nouveau contrat exclut cette possibilité. À l'inverse, un·e étudiant·e pourrait voir son horaire abaissé à 8 heures par semaine ce qui engendrerait une forte baisse de revenu.

Un autre point est la possibilité pour l'entreprise de déplacer ses collaborateurs·trices d'un magasin à l'autre. Là aussi nous demandons des garanties pour qu'un·e étudiant·e ne puisse être changé·e d'unité sans concertation.

Conférence de presse avec les étudiant·e·s salarié·e·s devant la Migros Cornavin, 21 juin 2022

Ce changement de contrat a-t-il tout de suite suscité de la méfiance parmi les employé·e·s ? Face à cet ultimatum, nous nous sommes interrogé·e·s sur le procédé. Une étudiante a très vite demandé si le licenciement ne devait pas respecter un délai de préavis. Un autre étudiant (en droit) si un employeur pouvait imposer un nouveau contrat unilatéralement en modifiant plusieurs points substantiels. Pour ma part, je me suis demandé si cela constituait un licenciement collectif. Je leur ai donc demandé combien d'étudiant·e·s seraient impacté·e·s et si la commission du personnel avait été informée.

Comment vous est venu l'idée de prendre rapidement contact avec un syndicat ? En 2020, Migros nous avait déjà fait signer un avenant au contrat d'une façon douteuse. Le jour même, sur le lieu de travail, nous étions tou·te·s invité·e·s à signer le document qui nous obligeait à travailler les dimanches et jours fériés.

Sur le moment, les étudiant·e·s se sont tou·te·s dit que la façon de faire n'était pas correcte, sans toutefois s'inquiéter d'un quelconque vice au regard de la loi. Quelques jours plus tard, un secrétaire syndical d'Unia confirmait que la procédure n'avait pas été respectée. Mais en pleine crise du Covid, nous étions concentré·e·s sur une autre problématique chez Migros : l'interdiction du port du masque de protection. Une interdiction levée grâce à la mobilisation d'une grande partie des étudiant·e·s de la Migros Cornavin et l'aide d'Unia.

Face à ce qui nous semblait être un énième abus de la part de la direction Migros et après avoir consulté quelques étudiant·e·s, nous nous sommes naturellement tourné·e·s vers le syndicat qui nous avait aidé deux ans auparavant. Très vite, Unia a remarqué un manquement au droit et nous a aidé·e dans nos démarches.

Comment avez-vous réussi à mobiliser vos collègues ? Tout d'abord, nous étions très surpris·es d'apprendre que nous sommes 323 étudiant·e·s à travailler chez Migros Genève. Même si la médiatisation nous a aidé, partir à leur rencontre n'a pas été simple, il nous a fallu nous rendre dans plusieurs magasins afin de relever leur ressenti face à ce nouveau contrat et de leur demander s'ils·elles voulaient nous appuyer dans nos démarches. Certain·e·s craignaient de s'attaquer au géant Migros, d'être réprimandé·e·s par leurs supérieur·e·s ou même de perdre leur emploi. Heureusement, ils·elles représentent une minorité des étudiant·e·s que nous avons rencontré·e.

Où en êtes-vous actuellement ? Nos revendications sont très simples : que la loi soit respectée. Nous demandons donc une consultation des étudiant·e·s qui se réuniront en assemblée afin de décider si le nouveau contrat serait signé en l'état ou modifié.

Avez-vous signé entre temps le nouveau contrat ? Personnellement, je n'ai pas signé ce nouveau contrat mais plusieurs étudiant·e·s l'ont signé par peur de perdre leur travail. En effet, la consigne de Migros était claire : signer ou prendre la porte.

Que penses-tu que ce type de mobilisation rend possible ? Aujourd'hui, les employeurs tentent d'imposer la flexibilisation comme une norme. Ce type de mobilisation est donc primordial face à de grandes sociétés telles que Migros, Smood ou Uber. La précarisation doit être dénoncée par une forte mobilisation des travailleurs·euses concernés.

Propos recueillis après l'action par **Teo Frei** ■

Neuchâtel

UN EMPRUNT QUI AURA COÛTÉ CHER À LA CHAUX-DE-FONDS

Il aura fallu 16 ans pour sortir la ville de La Chaux-de-Fonds du guêpier où l'avait mis son responsable des finances, Laurent Kurth. En 2007, celui-ci avait conclu deux emprunts auprès de la banque allemande Depfa (tombée en faillite en 2014).

Un premier emprunt (20 millions de francs) était grevé durant 7 ans d'un intérêt fixe de 2,63 %. Mais durant les 8 ans à venir (jusqu'en 2022), ce taux fut ensuite indexé à l'évolution du change entre le franc suisse et l'euro. En 2007, l'euro s'échangeait à 1,67 fr. Mais le change ayant passé dès 2014 au-dessous de 1,43 fr., le taux d'intérêt passa alors à 20,5 %, soit 4 millions de francs ! Facture globale de cet emprunt : 32,6 millions sur 15 ans.

Le second emprunt, échu en 2029, était grevé jusqu'en 2020 d'un intérêt de 1 %. Craignant une nouvelle mésaventure, le Conseil communal négocia alors avec l'Institut bancaire allemand FMS, détenteur actuel de la créance. La facture s'élève à 4,6 millions de francs pour les intérêts, plus une indemnité de sortie de 3,8 millions de francs.

Jusqu'en 2013, cette situation fut connue du seul Conseil communal, que Laurent Kurth avait quitté pour entrer au Conseil d'État. Il a fallu attendre 2016 pour le dépôt d'un rapport au Conseil général.

Il y a, dans le monde politique chaux-de-fonnier, une tendance fâcheuse à tourner la page. Certes, Laurent Kurth reconnaît : *« Ces emprunts ont marqué mes relations avec la population de La Chaux-de-Fonds.»* (*Arcinfo*, 25.5.2022) Ses résultats aux élections cantonales le confirment. Ce n'est pas le seul dossier que le premier ministre des finances a géré de manière calamiteuse.

Hans-Peter Renk ■

Emmanuel Denis

Certain·e·s employé·e·s ont chuté dans la grille salariale. Performance lors du week-end d'inauguration des nouveaux musées de Plateforme 10.

Vaud Monde du travail

PLATEFORME 10

PETITS FOURS POUR LES UN·E·S, PRÉCARITÉ ET BAISSE DE SALAIRES POUR LES AUTRES?

Ceci est le titre du communiqué de presse publié par le Syndicat des services publics (SSP) de la région Vaud le 13 juin dernier au sujet des salaires des employé·e·s du nouvel écrin muséal vaudois.

Durant cette semaine, le nouvel écrin de la politique culturelle du Canton de Vaud était inauguré à Lausanne. Le deuxième bâtiment du site étant désormais ouvert, trois musées cantonaux – Beaux-Arts, photographie et design et arts appliqués – se trouvent à présent réunis dans un même lieu.

Ce projet ambitieux, qui offre une vitrine culturelle de marque à la Ville et au Canton, a cependant un autre visage. En amont de l'inauguration complète du site, les agent·e·s de surveillance et d'accueil de Plateforme 10 ont été déclassé·e·s par l'État de Vaud, voyant leur salaire baisser lors du renouvellement de leur contrat.

Face à cette décision inacceptable, qui précarise encore plus des employé·e·s déjà parmi les moins bien rémunéré·e·s, 107 collaboratrices et collaborateurs de Plateforme 10 ont adressé une lettre aux Conseillères d'État Nuria Gorrite et Cesla Amarelle ainsi qu'au Service du Personnel de l'État de Vaud. Sans succès, puisque la décision a été confirmée. Une deuxième demande d'annulation du déclassement et de régularisation a été envoyée à Nuria Gorrite, Présidente du Conseil d'État. Elle est restée sans réponse jusqu'à présent.

Ce n'est pas la seule évolution scandaleuse : dans le but d'homogénéiser les pratiques entre les trois musées, il est prévu que les mandataires techniques engagé·e·s par le Musée cantonal des Beaux-Arts voient leur salaire horaire baisser de façon importante. Si ces métiers sont souvent peu visibles et valorisés, rien ne serait possible dans les musées sans le précieux savoir-faire des personnes assurant le montage des expositions, leur fonctionnement, l'accueil du public et tant d'autres tâches.

Comment justifier la présentation d'œuvres valant parfois jusqu'à des millions de francs tout en dévalorisant les conditions de travail des personnes se chargeant de leur manipulation et de leur surveillance ?

Grâce à la mobilisation du personnel de Plateforme 10, soutenu par le SSP, une pétition s'opposant à ces mesures a été lancée à l'occasion de la journée officielle d'inauguration en présence des autorités. De façon plus générale, il s'agit de s'opposer à la multiplication des statuts précaires (CDD, auxiliaires, etc.) au sein de la Fondation. Ces évolutions sont inquiétantes, d'autant qu'elles se produisent dans une structure publique.

Il faut cesser de prétendre à une culture de qualité sans rémunérer de façon correcte les acteurs et actrices qui la rendent possible. Nous vous invitons chaleureusement à signer la pétition du SSP.

Valentine Petitfour ■

→ **vaud.ssp-vpod.ch**

Immigration Racisme

MELILLA

FRONTIÈRES ET BARBELÉS ENSANGLANTÉS

Les frontières militarisées ont provoqué un nouveau drame le 24 juin 2022. Les images de centaines de corps entassés derrière un grillage, surveillés par des garde-frontières et policier·ère·s armé·e·s de matraques circulent.

Les relations diplomatiques entre l'État espagnol et le Maroc ont été particulièrement houleuses ces deux dernières années. Au centre des disputes : le conflit du Sahara occidental, l'autonomie de l'ancien protectorat sahraoui. Après deux années de pandémie au cours desquelles les frontières se sont quasiment hermétiquement fermées, laissant passer uniquement touristes et corps diplomatiques, la frontière a ensuite été une arme politique pour remporter le conflit entre les deux pays. Le plus grand moment de tension survient en 2021, suite à l'hospitalisation du leader indépendantiste sahraoui du Front Polisario, Brahim Ghali à Madrid. Pour exprimer sa désapprobation et son mécontentement le gouvernement marocain ouvre la frontière à Ceuta, laissant passer plusieurs vagues de personnes, provoquant une forte tension dans les relations diplomatiques.

Le vendredi 18 mars, un pacte est signé entre Madrid et Rabat, permettant ainsi de régler la question du Sahara pour le Maroc (au détriment de l'autodétermination des peuples) et la question de la régulation des flux migratoires pour l'État espagnol, ou du moins pour Pedro Sánchez.

À la suite de la validation de l'accord sur le Sahara, la répression des migrant·e·x·s subsaharien·ne·x·s en situation d'illégalité a connu une forte croissance au Maroc. L'annonce d'un renforcement des frontières avec l'Espagne à Ceuta et Melilla ainsi que de la surveillance de la route vers les îles Canaries ont provoqué une importante vague migratoire.

Le point culminant et funeste de cette migration s'est déroulé le 24 juin 2022. À la frontière entre Nador et Melilla environ 3000 migrant·e·x·s ont tenté de traverser en masse la frontière. Cependant, seulement une centaine ont atteint leur objectif, tandis que les autres ont subi violences et répression dans un goulot d'étranglement mortifère ayant provoqué la mort d'une quarantaine de personnes.

Contre le racisme d'État et la militarisation des frontières

À la suite de ce drame, qualifié comme une *« attaque violente des frontières »* par le président Sánchez qui a également félicité le gouvernement marocain pour sa gestion de la crise, faisant fi de la violence des événements et des conséquences dramatiques. Afin de dénoncer les politiques répressives et racistes du gouvernement espagnol, des mobilisations ont été convoquées par de nombreuses associations et collectifs antiracistes et de gauche radicale dans plus de 60 villes du pays. En parallèle, des commissions d'enquêtes ont été demandées par les organisations internationales afin d'éclairer sur ces événements et condamner les conséquences du drame.

Le massacre de Melilla s'inscrit dans le continuum des violences perpétrées aux frontières par les gouvernements ancrés dans des dynamiques racistes et coloniales.

Ces violences n'existent pas seulement au moment précis de franchir une ligne représentant la frontière, mais bien dans tout le processus migratoire qui participe de la mobilité, de l'immobilité et de l'emprisonnement des personnes. Les frontières tuent, l'Europe tue, les politiques migratoires tuent. Unissons-nous aux mobilisations pour l'autodétermination des peuples et l'ouverture des frontières partout dans le monde. Pour un accueil digne de touxtes les migrant·e·x·s et réfugié·e·x·s.

Clara Almeida Lozar ■

SWITZERLAND : ZERO

Le 10 juin, les 27 ministres de l'intérieur de l'UE ont signé un premier accord sur un « Nouveau pacte sur la migration et l'asile ». La veille, la Suisse avait apporté son soutien à cet accord. L'un des éléments de cet accord est la « déclaration de solidarité », avant-projet du futur « Mécanisme de solidarité » de l'UE.

Dans le langage bureaucratique de l'UE, « solidarité » signifie la répartition dans l'Union des demandeur·euses d'asile qui atteignent les côtes des pays du Sud de l'Europe et qu'on force actuellement à y rester. On parle de 10 000 personnes par an que les États devaient s'engager à se répartir.

Fidèle a sa « tradition humanitaire », la Suisse a communiqué le 27 juin le nombre de personnes qu'elle accueillera : zéro. **NW**

LA LUTTE PAIE : SUNIL LIBRE !

Détenu pendant 17 jours en vue de son renvoi forcé, le journaliste bangladais a été libéré le vendredi 1er juillet. La belle mobilisation unitaire militante et juridique a permis que l'autorité cantonale rende enfin un préavis positif à l'octroi d'un permis de séjour pour cas de rigueur. C'est une reconnaissance des risques pour sa vie, qu'il tente de faire entendre depuis 10 ans en Suisse, mais aussi d'une violence institutionnelle des autorités envers les personnes migrantes. Le combat continue. **TV**

Rassemblement pour dénoncer le massacre de Mellila,Madrid, 26 juin 2022

Álvaro Minguito

LIVRES EN LUTTE POUR L'ÉTÉ

LA TEMPÊTE ADOLESCENTE RÉVÈLE LA MISÈRE SOUS LES PALMIERS [1]

Tahiti, paradis soumis à des cyclones soufflant parfois à plus de 200 km/h. Et tout le monde en a peur : peur des bourrasques qui arrachent les toits, les arbres, les voitures, le foyer soudain envolé. Cette peur n'échappe pas à la préadolescente de ce roman. Dans ce qu'elle voit et ce qu'elle entend, elle ressent cette stupeur du paradis ravagé. Pourtant, lorsque passe le cyclone, elle se sait protégée par son statut privilégié de métropolitaine expatriée, abritée dans une maison solide.

Tout est en ordre, ses affaires de classe reposent dans sa chambre et les provisions d'eau attendent dans la cuisine. Mais quelque chose chuchote au dehors et à l'intérieur d'elle-même. Une de ses amies, Tumata, à la douceur mélancolique, qui évite de répondre aux questions intimes, porte de trop grands tee-shirts couvrant toute sa peau. Un jour, elle disparaît, confrontée à son terrible secret, son propre cyclone.

Passage du cyclone est un roman d'apprentissage qui dit l'enchantement d'une île, et la violence qui lui est inextricablement mêlée. Jennifer Lesieur, qui a vécu à Tahiti, évite tous les clichés pour raconter cet éveil sensoriel dans cette transition entre enfance et adolescence, dans une Polynésie saturée de couleurs, d'odeurs, mais où le soleil et la misère brûlent. PR

LES FRUITS DES ROSIERS SAUVAGES [2]

Pour inaugurer sa collection *Grattaculs*, consacrée aux écrits queers, Paulette éditrice a lancé un appel aux écritures et a rassemblé vingt-trois voix et expériences diverses dans un ouvrage collectif. Iels y défendent une langue française vivante, plurielle et inclusive, laissant la liberté aux auteuricexs d'adopter les règles qui leur conviennent.

L'ouvrage se lit avec facilité et émotion : on y découvre des perles littéraires et des témoignages poignants de personnes malheureuses dans leur corps assigné, mais toujours « *courageux·euses, car on a décidé de se battre contre la norme pour être nous* ». L'obligation de glisser le mot *confiture* dans chaque texte montre que toutes ces personnes – auteuricexs, mais aussi lecteuricexs et éditericexs – ont un petit quelque chose en commun, de tendre et piquant à la fois. MB

RESSENTIR LA PUISSANCE FÉMINISTE [3]

De par leur massivité et leur radicalité les mouvements féministes sont devenus aujourd'hui un acteur politique incontournable. Verónica Gago décrit l'expérience militante produite par ces mouvements au travers d'assemblées, de mobilisations, de manifestations et leur effet sur l'action collective. Elle étudie la grève comme un concept et une expérience collective propre aux mouvements d'aujourd'hui ; une théorie politique permettant de connecter toutes les violences faites aux femmes et aux personnes dissidentes au capitalisme globalisé et au « *patriarcat colonial de la finance* ».

L'autrice met en lumière une compréhension féministe de ce qu'est le travail (productif et reproductif), la consommation, l'exploitation et l'extraction et comment les rébellions féministes se créent. Partant des expériences des plus grands mouvements féministes, en Amérique Latine, cet ouvrage dépeint les défis actuels que représentent le néolibéralisme et la nouvelle contre-attaque conservatrice mais aussi la force de notre désir de tout changer. CAL

UNE FEMME AU FRONT [4]

« *Que suis-je pour eux ? Probablement ni femme ni homme, un être hybride d'une espèce particulière* [...] *je suis pour eux une femme, leur femme, exceptionnelle, pure et dure, à qui l'on pardonne son sexe dans la mesure où elle ne s'en sert pas, qu'on admire autant pour son courage que pour sa chasteté, son attitude, sa conduite* ».

Libérée, tragiquement, de son rôle de ménagère du front, Mika Etchebéhère reprend les rênes de la colonne du POUM laissée orpheline par la mort de son mari. Résistant héroïquement durant le siège de la ville de Sigüenza et échappant de peu à la mort, elle rejoint Madrid en octobre 1936 et participe activement à la défense de la ville face aux assauts répétés des troupes fascistes.

Au-delà du compte-rendu poignant du quotidien de la guerre, de ses horreurs, de ses joies et de ses deuils, l'autrice introduit des analyses brillantes sur sa condition de femme, unique en son genre. Figure de mère amante, malgré des relations militaires platoniques, elle suscite la jalousie auprès de ses miliciens dès qu'elle s'absente trop longtemps.

Mika Etchebehere relate l'oscillation constante de sa position et la discipline de fer qu'elle s'impose pour pouvoir la maintenir. La singularité de ce témoignage, d'une guerre maintes fois relatée, se situe donc dans la situation de son autrice qui loin de l'ignorer en offre une description quasi sociologique. CB

L'ÉTAT UKRAINIEN CONTRE LES TRAVAILLEU-REUSES [5]

Depuis le début de la guerre en Ukraine, plusieurs maisons d'édition de la gauche radicale se sont associées pour mettre gratuitement à disposition une série de textes, documents et témoignages sur ce conflit. À partir du 3 mars 2022, neuf volumes ont ainsi été publiés.

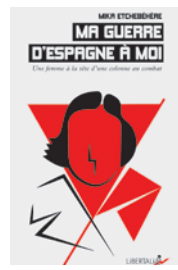
Dans la 8e livraison, on trouvera des informations rarement diffusées en Occident à propos des atteintes aux droits des travailleurs et travailleuses en Ukraine durant le conflit. Les patron·ne·s ukrainien·ne·s et le gouvernement Zelensky, aidés par les précieux conseils de l'USAID, office gouvernemental américain, ont mis à profit le conflit pour détériorer fortement la situation des salarié·e·s dans le pays, déjà peu riante.

Des lois ont introduit des concepts juridiques pour le moins novateurs, permettant ainsi de suspendre le contrat de travail. Le ou la salarié·e se retrouve ainsi dans les limbes.

1 Jennifer Lesieur, *Passage du cyclone*, Paris, Stock, 2022..

2 Ouvrage collectif, *Cuisson au feu de bois*, Collection Grattaculs, Lausanne, Paulette éditrice, 2021.

3 Verónica Gago. *La puissance féministe. Ou le désir de tout changer*, Éditions divergentes. 2021



4 Mika Etchebéhère, *Ma guerre d'Espagne à moi*, Paris, Libertalia, 2021.

De plus en plus de cyclones ravagent Tahiti. Cyclone Oli, 2010.

Ni licencié·e ni payé·e, il ou elle n'a plus qu'à s'évanouir dans le paysage. Les patron·ne·s ont aussi la possibilité d'interrompre l'application d'une convention collective. Un désastre social vient ainsi s'ajouter à la guerre. Notre soutien au peuple ukrainien n'est pas un soutien à la politique de son gouvernement. DS

LA RÉVOLUTION SYRIENNE, NE PAS OUBLIER [6]

L'ouvrage *Syrie : le martyre d'une révolution* se veut une vaste fresque des origines du soulèvement syrien, en mars 2011, jusqu'à aujourd'hui. Il décrit les acteurs·ices impliqué·e·s dans le soulèvement et comment la révolution en cours leur a échappé.

Ce livre vise à examiner les raisons et les racines de la résilience du régime de Bachar al-Assad. Dans ce cadre, la nature de son régime est étudiée ainsi que la façon dont il a procédé pour réprimer le mouvement révolutionnaire.

L'implication des organisations kurdes dans le soulèvement fait l'objet d'un chapitre particulier, avec notamment l'influence croissante du Parti de l'union démocratique (PYD). L'internationalisation du soulèvement syrien et les interventions, directes ou indirectes, de divers acteurs·ices internationaux et régionaux sont analysées, y compris l'implication massive des allié·e·s de Damas, de la Russie, de l'Iran et du Hezbollah, sans oublier le rôle des États-Unis et des monarchies du Golfe et la Turquie.

Enfin, les nouvelles dynamiques économiques et politiques dans le pays y sont examinées, y compris un processus de concentration et de renforcement des centres de pouvoirs au sein du palais présidentiel de Damas. PR

RETOUR SUR UNE HISTOIRE ODIEUSE DE LA BANQUE MONDIALE [7]

Depuis le début de l'ère néolibérale, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) ont acquis une réputation exécrable dans les pays à la périphérie des centres d'accumulation capitaliste.

Ces deux institutions financières intergouvernementales constituent les deux principaux piliers de l'ordre économique international instauré après la Deuxième Guerre mondiale sous la domination des États-Unis. Elles ont été les vecteurs privilégiés de l'extension au pays de la périphérie de la mutation néolibérale du système capitaliste.

Dans ce cadre, le principal levier économique par lequel le nouvel ordre néolibéral fut imposé aux pays de la périphérie a été celui de la dette.

Éric Toussaint a joué un rôle fondamental dans la fondation du réseau du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM).Ce n'est donc pas un hasard qu' il en soit venu à être l'un des meilleurs connaisseurs de la Banque mondiale. Éric Toussaint dévoile dans ce livre des aspects occultes de la finance internationale et l'action des institutions économiques intergouvernementales. JD

ERNEST MANDEL, UN MARXISTE RÉVOLUTIONNAIRE DU 20e SIÈCLE [8]

Ernest Mandel (1923–1995) a milité jusqu'à sa mort au sein de la IVe Internationale, à une période où il n'était pas facile de s'affirmer communiste et antistalinien. Sa pensée eut un énorme impact sur la génération des années 1968. Ses écrits, notamment ceux consacrés à la théorie économique et politique, ont été traduits dans plus de 40 langues.

Plusieurs générations de militant·e·s ont connu Mandel. Mais sa biographie restait à faire. Jan Willem Stutje, historien associé à l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam et à l'Institut de biographie de l'Université de Groningue, a mené une recherche approfondie pour cet ouvrage. D'abord publié en néerlandais et en anglais, il suscitera le débat. On y découvre l'activité militante de Mandel, et des détails fascinants, parfois tragiques, sur sa vie publique et privée. HPR

UN OUVRAGE POSTHUME DE MARC VUILLEUMIER [9]

Au moment de son décès, l'historien Marc Vuilleumier avait en chantier un ouvrage sur la Suisse et la Commune de Paris. Il y traitait de trois thèmes :

- La position des milieux internationalistes en Suisse et leurs tentatives de soutien à la Commune;
- La participation d'émigrés suisses à la Garde nationale avant et durant la Commune;
- Le rôle de l'ambassadeur suisse Johann Konrad Kern et de son secrétaire Charles Lardy – par ailleurs hostiles à la Commune – en faveur des Suisse·sse·s emprisonné·e·s après la « semaine sanglante » de mai 1871.

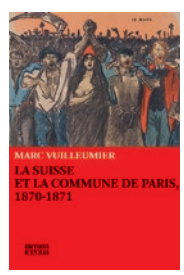
Marc Vuilleumier compare l'attitude des diplomates suisses en 1871 et celle (opposée) de l'ambassadeur de Suisse au Chili, lors du coup d'État contre le gouvernement de l'Unité populaire, en 1973. Un rappel très utile. HPR

5
Brigades éditoriales de solidarité, soutien à l'Ukraine résistante, à télécharger gratuitement sur syllepse.net.

6
Joseph Daher, *Syrie : Le martyr d'une révolution*, Paris, Syllepse, 2022.

7
Eric Toussaint, *Banque mondiale, une histoire critique*, Paris, Syllepse, 2022.

8
Jan Willem Stutje, *Ernest Mandel, un révolutionnaire dans le siècle*, Paris, Syllepse, 2022.



9
Marc Vuilleumier, *La Suisse et la Commune de Paris, 1870–1871*, Lausanne, Editions d'En Bas, 2022.

Victoria Pickering

Manifestant·e·s anti-avortement devant la Cour suprême, Washington, 24 juin 2022

Féminisme International

UN *BACKLASH* CONTRE LES MOUVEMENTS FÉMINISTES?

L'issue du procès surmédiatisé entre Amber Heard et Johnny Depp est-elle le symbole d'un début de *backlash* contre les mouvement féministes et la vague *#MeToo* ?

Le 1er juin dernier, l'actrice Amber Heard est reconnue coupable de *« diffamation avec réelle malveillance »* dans le cadre du procès qui l'oppose à Johnny Depp pour des faits de violences conjugales remontant au temps de leur mariage. Durant toute la durée du procès, l'actrice a été la victime d'une campagne de haine misogyne, notamment sur les réseaux sociaux. À la suite de ce verdict, différentes organisations féministes ont alerté sur un début de *backlash* contre les droits des femmes.

Contre-offensives réactionnaires

Le terme *backlash* pour désigner un retour de bâton conservateur et réactionnaire contre les avancées pour les droits et libertés de minorités de genre, de « race », ou sexuelle a été conceptualisé dans l'ouvrage de Susan Faludi *Backlash : la guerre froide contre les femmes* publié en 1991. Dans ce livre, la journaliste s'intéresse à la contre-offensive qui fait suite aux importantes mobilisations féministes aux USA dans les années 70, notamment pour le droit à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) et contre les violences de genre.

Dans les années 80, on assiste selon elle à une mécanique systémique et patriarcale d'annihilation des avancées obtenues par les organisations et collectifs féministes. L'auteure mentionne notamment l'introduction de nouvelles lois pour l'instauration d'un divorce sans faute et les représentations des femmes dans la culture populaire.

Ce retour de bâton est principalement initié et soutenu par des milieux réactionnaires au pouvoir dans les sphères économiques, politiques, juridiques ou encore médiatiques.

L'issue du procès Heard-Depp représente évidemment un coup dur pour la vague *#MeToo* qui, depuis 2016, a permis une forme de libération de la parole autour de la question des violences de genre. Pour autant, il ne s'agit pas de la première décision de justice qui minimise ou délégitime des accusations de violence de genre. Les attaques extrêmement violentes subies par l'actrice et orchestrées par des réseaux masculinistes n'ont, malheureusement, rien de nouveau non plus.

Alerter sur un début de *backlash* à partir de ce procès surmédiatisé, c'est oublier que lorsque des femmes et des personnes dissidentes du système binaire sexe-genre, des personnes non blanches ou précarisées font le choix de recourir à des outils créés par et pour servir un système qui les opprime, les discrimine et les tue, cela tourne rarement à leur avantage. C'est oublier également le rôle que jouent des institutions comme la justice pour garantir la pérennisation du patriarcat systémique.

L'annulation par la Cour suprême des USA, plus haute instance juridique du pays, de l'arrêt *Roe v. Wade* qui régissait depuis 1973 le droit fédéral à l'avortement, quelques semaines seulement après le procès Heard-Depp, en est d'ailleurs un exemple supplémentaire. Une Cour suprême qui est depuis peu dominée par des juges républicain·e·s conservateurs·trices, nommés en partie par Donald Trump dans les derniers moments de sa présidence.

Féministes à l'avant garde des luttes

Depuis plusieurs années, les mouvements féministes auto-organisés représentent l'une des plus fortes résistances organisées contre le capitalisme patriarcal, impérialiste et raciste. Les populations non-blanches, les femmes et les personnes dissidentes du système binaire sexe-genre sont à l'avant-garde de la lutte contre le capitalisme mortifère : pour défendre des territoires face à des projets extractivistes, pour dénoncer les attaques contre les droits reproductifs, ou encore pour mettre en lumière le rôle spécifique de la division sexuée du travail dans les rapports de domination et d'exploitation capitalistes.

Face à cette confrontation sociale élevée, qui remet en question l'ordre établi et cherche à proposer des alternatives révolutionnaires, le système se défend, et une lutte s'instaure. Aux USA, ces dernières semaines, c'est le camp réactionnaire, patriarcal qui a remporté une victoire. Mais ce n'est pas le cas partout, et parler d'un *backlash* sur cette seule base, c'est oublier ce qu'il se passe dans d'autres régions du monde, où le mouvement féministe gagne du terrain. Au Chili par exemple, où le droit à l'avortement est en passe d'être inscrit dans la nouvelle Constitution et cela après des années de lutte populaire contre une loi votée sous la dictature Pinochet et qui, jusqu'en 2017, interdisait totalement le recours à l'IVG.

Les représentant·e·s de la droite réactionnaire s'attaquent aujourd'hui aux USA, avec les outils qui sont les leurs, aux mouvements féministes et à leurs exigences de justice et de transformation sociale. À nous de leur répondre, aux USA et partout ailleurs, avec les nôtres : l'organisation collective, la lutte auto-organisée et la grève. Pas de *backlash* contre nos droits et libertés, nous ne laisserons rien passer.

Noémie Rentsch ■

Matt Hrkac

Action d'Extinction Rebellion devant une raffinerie d'ExxonMobil, Melbourne, décembre 2021

Écologie

QU'EST-CE QU'UNE BOMBE CLIMATIQUE ?

Les « bombes carbone » ou « bombes climatiques » représentent selon une étude récente les plus grands projets connus d'extraction de combustibles fossiles au monde. Environ 1 milliard de tonnes de CO_2 pourraient être émises après leur mise en exploitation.

Une liste de 195 projets pétroliers et gaziers et 230 mines de charbon a été établie. Chacun de ces sites, s'il était exploité complètement, pourrait émettre plus d'une gigatonne de CO_2. Ils sont localisés dans dix pays : Chine, Russie, États-Unis, Iran, Arabie saoudite, Australie, Inde, Qatar, Canada et Irak. Ces États produiraient ainsi les trois quarts des nouvelles émissions.

Les entreprises Qatar Energy, Gazprom, Saudi Aramco, ExxonMobil, Petrobras, Turkmengaz, TotalEnergies, Chevron, Shell et BP sont celles qui contribueront majoritairement à ces surplus d'émissions.

En 2019, les « bombes climatiques » en fonctionnement ont été responsables de 45 % de la production mondiale de pétrole et de gaz et de 25 % de la production mondiale de charbon. Assez pour dépasser le budget carbone de la planète.

Laisser les énergies fossiles sous terre

L'Agence internationale de l'énergie a appelé en 2021 à cesser immédiatement les investissements dans de nouvelles installations pétrolières et gazières, pour garder une chance de limiter le réchauffement global à 1,5 °C.

Une étude parue en 2021 dans la revue scientifique *Nature* allait dans le même sens. Elle démontre qu'il faudrait laisser dans le sol environ 60 % des réserves de pétrole et de gaz, et 90 % de celles de charbon d'ici à 2050. Pour suivre cette voie, la production de gaz et de pétrole devrait diminuer en moyenne de 3 % par an dans le monde et celle de charbon de 7 %. Visiblement, les industries extractives vont dans la direction opposée.

La production d'énergies fossiles, qui comptent toujours pour 80 % de la demande en énergie primaire, devrait augmenter de 2 % par an durant la décennie, selon une prévision de l'ONU publiée fin 2020.

Une enquête menée par le quotidien britannique *The Guardian*, et publiée le 11 mai 2022, souligne que les projets pétroliers et gaziers qui seront lancés au cours des sept prochaines années pourraient produire à terme 192 milliards de barils, soit l'équivalent d'une décennie des émissions actuelles de la Chine, premier pollueur mondial.

Stratégies d'enfumage

L'industrie des énergies fossiles, ainsi que ses nombreux soutiens financiers, sont donc engagés dans un jeu de dupes. La plupart de ces industries prétendent mener une transition énergétique vers la neutralité carbone tout en poursuivant l'expansion du charbon, du gaz et du pétrole, alors qu'il faudrait cesser tout nouveau projet et planifier une sortie de ceux existants.

Derrière beaucoup d'annonces se cachent des stratégies permettant de baisser artificiellement les émissions tout en continuant à investir dans les hydrocarbures : le recours à des technologies comme la capture du carbone ou la plantation de forêts, dont les bénéfices restent incertains; l'achat de compensations ou la vente d'actifs plutôt que leur liquidation.

La longue liste de ces « bombes » est la preuve flagrante de cette duperie. La conclusion politique pour les mouvements de défense du climat devrait être claire. Il ne s'agit pas de « démocratiser l'économie » par une régulation difficile à contrôler. Une appropriation collective de toutes ces compagnies (industrielles et financières) est nécessaire pour leur ôter leur pouvoir de nuisance. La transition écologique devra revêtir une composante anti-capitaliste pour neutraliser les « bombes énergétiques ».

José Sanchez ■

LES PARTISAN·E·S DU GAZ À L'OFFENSIVE

En 2018, le Parlement vaudois, sous pression d'une initiative populaire écologiste, a interdit l'extraction d'hydrocarbures de son sous-sol. Aujourd'hui, les entreprises gazières et leurs relais dans les partis bourgeois, tirant prétexte des difficultés d'approvisionnement, cherchent à revenir sur cette interdiction. Leur intention est en particulier de réactiver le projet de Noville, au bord du lac Léman.

Ce retour en arrière doit être fermement combattu. Le gaz, même s'il émet moins de CO_2 que le charbon ou le pétrole, demeure une énergie fossile qui, à ce titre, doit rester dans le sous-sol vu l'urgence climatique. Seules les économies d'énergie et le développement accéléré des énergies renouvelables permettront de surmonter les difficultés d'approvisionnement de manière compatible avec la nécessaire réduction des émissions de CO_2.

Les partis UDC et PLR qui cherchent aujourd'hui à revenir sur l'interdiction d'exploiter les hydrocarbures dans le sous-sol vaudois sont les mêmes qui freinent des quatre fers la mise en œuvre des économies d'énergie et le développement des renouvelables. La majorité de droite du Grand Conseil s'est par exemple toujours opposée avec succès à l'obligation de remplacer les chauffages électriques par des installations basées sur les énergies renouvelables. Un chauffage électrique est pourtant une aberration écologique, consommant entre trois et cinq fois plus d'électricité qu'une pompe à chaleur.

Les partis bourgeois ont annoncé vouloir modifier la Loi sur les ressources naturelles du sous-sol. S'ils y parviennent, le lancement d'un référendum sera nécessaire.

Hadrien Buclin ■

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

TROIS RAISONS DE LA VICTOIRE HISTORIQUE DE LA GAUCHE

Le 19 juin 2022, Gustavo Petro et Francia Marquez ont été élu·e·s respectivement président et vice-présidente de la Colombie, consacrant une victoire sans précédent du Pacte historique (coalition de gauche) dans ce pays marqué durant deux siècles par une succession de gouvernements de droite et d'extrême-droite depuis l'Indépendance.

Au 1er tour de l'élection, le 29 mai 2022, Petro était en tête avec 40,32 % des suffrages. Pourtant, l'inquiétude était immense dans les rangs du Pacte historique, qui n'était pas préparé à la qualification au 2e tour de l'outsider Rodolfo Hernandez, avec 28,15 % des voix. Arithmétiquement, le report des voix du candidat de la droite traditionnelle, Federico Gutierrez, arrivé troisième avec 23,91 %, laissait craindre une confortable majorité absolue à Hernandez au 2e tour.

Petro ne semblait pas disposer de réserve de voix suffisante pour le 2e tour. Pourtant, il est parvenu à arracher la victoire grâce à une faible avance de 700 000 voix. Nous analysons ici trois raisons essentielles à cette victoire.

Francia Marquez et Gustavo Petro le soir de leur victoire

Le rejet de la classe politique traditionnelle

L'« explosion sociale » *(estallido social)* de 2021 a eu une immense portée politique. La grève *(Paro nacional)* est parvenue à paralyser entièrement 25 % de la production nationale. La grève a enflammé une partie des classes moyennes appauvries par la crise sanitaire, des pans entiers de travailleurs·euses informel·le·s exsangues (représentant près de 60 % de l'emploi en Colombie), ainsi que la jeunesse des quartiers pauvres plongée dans la misère et soumise aux abus quotidiens de la police assurant le « contrôle » des mesures de confinement dans le contexte de la pandémie.

La répression contre cet immense mouvement de grève de plus de deux mois a été d'une brutalité inouïe : elle a fait 87 mort·e·s et des milliers de blessé·e·s. La médiatisation de ce bain de sang sur les réseaux sociaux, couplée aux scandales d'une classe politique engraissée par la corruption et le détournement massif des fonds qui devaient être consacrés au processus de paix et à l'urgence sanitaire du Covid a abouti à un rejet massif de la classe politique traditionnelle.

Cela explique en grande partie l'élimination de tou·te·s les candidat·e·s de la politique traditionnelle, au profit de deux outsiders. D'un côté, l'ancien guérillero et opposant de gauche Petro et, de l'autre, le milliardaire Hernandez, un vieillard ultra-conservateur loufoque, vociférant son intention de faire table rase de la corruption.

« Stratégie de protection du vote »

La « Stratégie de protection du vote » déployée par le Pacte historique dès les élections législatives de mars 2022 s'est révélée être une innovation politique clé de la victoire de Petro.

Grâce aux informations d'un *whistleblower*, ancien haut-cadre, sur les subtilités des modalités usuelles de fraude électorale, le Pacte historique a mis en place un coûteux logiciel informatique participatif permettant, grâce au croisement d'une série de données, d'émettre des alertes en cas de résultats suspects. Déjà en mars 2022, lors des élections au Congrès, ce contrôle autogéré avait pu être exercé via le déploiement de dizaines de milliers de sympathisant·e·s du Pacte historique, souvent issu·e ·s des secteurs les plus modestes, auprès des quelques 80 000 tables de votation du pays.

Lors de ces élections législatives, le Pacte historique avait pu récupérer, via des procédures judiciaires, près de 600 000 voix initialement « disparues » dans le comptage.

Le 19 juin, 80 000 observateur·rices du Pacte étaient à nouveau déployé·e·s. La victoire de Petro a tenu à 700 000 voix. On peut légitimement penser que l'ingénieuse « Stratégie de protection du vote » a fait basculer l'Histoire en faveur de la gauche.

La mobilisation de *las y los nadie* dans l'entre-deux-tours

Malgré le fort taux de participation au 1er tour (54,9 %), il était clair que Petro ne pouvait gagner qu'en mobilisant encore davantage les abstentionnistes. La figure de Francia Marquez, sa future vice-présidente, a permis de tenir cette gageure, en générant une forte identification au sein des populations pauvres et racisées.

Marquez, femme issue du mouvement social et environnementaliste des communautés noires de la région pacifique, a été travailleuse des mines d'or d'extraction artisanale et employée domestique. Elle a focalisé son discours de campagne sur le fait qu'elle représente dans sa chair *las y los nadie* – *« celles et ceux qui ne sont rien »*.

Face au risque de défaite de Petro à l'issue du premier tour, de larges secteurs des classes populaires se sont investis de la mission de sauver « leurs » candidat·e·s. La campagne a alors pris un tournant largement désinstitutionnalisé, sous la forme d'une mobilisation de sympathisant·e·s déconnecté·e·s de la campagne officielle, se mobilisant spontanément chaque jour dans les rues, sur les marchés, dans les transports publics.

Le 19 juin, après parfois un ou deux jours de marche, de traversées en pirogues et en *chivas*, ou comptant sur les allers-retours solidaires de celles et ceux possédant des voitures ou des motos pour transporter ami·e·s et voisin·e·s, des centaines de milliers d'exclu·e·s qui n'avaient encore jamais voté ont pu accéder aux bureaux de vote.

Ce sursaut de *las y los nadie* a repoussé les limites de la participation électorale en Colombie, qui a atteint le record de 58,09 %. 2,7 millions de votes supplémentaires en faveur de la gauche, dont une très grande partie issue géographiquement des côtes pacifiques et caraïbes, ont permis au ticket Petro-Marquez de devancer d'une courte tête Hernandez, sur lequel s'était effectivement reporté l'entièreté des voix de la droite traditionnelle.

La victoire de la gauche aurait été impossible sans cette mobilisation à l'arrachée de *« celles et ceux qui ne sont rien »*.

Julie de Dardel ■

L'OTAN REVOIT SON « CONCEPT STRATÉGIQUE »

Entretien avec Jaime Pastor, professeur de sciences politiques et directeur de la revue *Viento Sur* à propos du sommet de l'OTAN à Madrid

Quels étaient les buts du sommet de l'OTAN, à Madrid ? Les objectifs de cette réunion étaient fondamentalement centrés sur l'actualisation du « concept stratégique » de l'OTAN : renforcer la militarisation du flanc est face à la Russie (*« la menace la plus significative et directe pour la sécurité »*) et du flanc sud face à la dénommée *« immigration illégale »* qui menacerait *« la souveraineté et l'intégrité territoriale »* des États membres; faire face aux *« conflits, à la fragilité et à l'instabilité en Afrique et au Proche-Orient [qui] touchent directement notre sécurité et celle de nos alliés »*; pointer aussi l'aire géopolitique clé de l'Asie-Pacifique, face au principal concurrent stratégique de l'hégémonie étasunienne, c'est-à-dire la Chine (vu que celle-ci représente des *« défis systémiques »* à *« notre sécurité, à nos intérêts et à nos valeurs »*). Tout cela en maintenant la déjà vieille guerre globale contre le terrorisme *« dans toutes ses formes et manifestations »* : une formule dont la tendance extensive, s'appliquant à toute forme de protestation, est suffisamment vérifiée.

Dans ce cadre, on utilise des formules ambiguës (*« acteurs autoritaires »*, *« compétiteurs stratégiques »*, *« adversaires potentiels »*, *« stratégies de guerres hybrides »*) pouvant justifier l'intervention militaire de l'OTAN bien au-delà de la supposée mission *« défensive »* qui a présidé à sa fondation, comme cela s'est déjà produit plus d'une fois par le passé.

Évidemment, la demande d'entrée dans l'Alliance déposée par la Finlande et la Suède – sur le dos probablement des résident·e·s kurdes dans ces pays, comme l'a exigé le régime autoritaire de Turquie – a été reçue avec enthousiasme, surtout par les USA. Cette grande puissance a été sans doute le grand triomphateur d'un sommet ayant réussi à obtenir une augmentation substantielle du budget militaire de l'Union européenne (UE) et l'adhésion totale à son projet militariste global. Les pays de l'UE ont ainsi renoncé aux velléités d'une *« autonomie stratégique »* à laquelle ils prétendaient aspirer.

Tout cela s'est accompagné d'une réaffirmation du rôle joué par leur arsenal nucléaire comme *« suprême garantie de sécurité »*, contribuant ainsi à une nouvelle course aux armements sur tous les plans.

Nous sommes donc confrontés à une stratégie agressive qui, malgré le recours à l'alibi de la guerre injuste contre l'Ukraine et à la rhétorique libérale pour satisfaire l'opinion publique, implique un saut en avant très dangereux dans sa conception militariste de la *« sécurité »*, qui ne fait que couvrir la défense des intérêts géopolitiques et économiques du bloc capitaliste occidental dans toutes les parties du monde.

Tout ce processus va contribuer à aggraver l'ensemble des crises qui traversent la planète, avec en premier lieu l'urgence climatique et écosociale et le renforcement des tendances autoritaires du capitalisme néolibéral dans toutes ses variantes.

Quelles sont les conséquences de ce sommet pour l'État espagnol (qui a accueilli ce sommet) ? Pour l'État espagnol, ce sommet a supposé une meilleure subordination aux intérêts étasuniens, confirmée par son engagement d'augmenter le budget militaire, l'élargissement de sa présence militaire sur la base de Rota (qui passe de 4 à 6 navires de guerre) et, surtout, une revalorisation pour l'Alliance de son rôle sur le flanc sud, en association étroite avec la dictature marocaine, comme nous avons pu le constater avec le massacre de Melilla.

Dans ce cadre, le gouvernement a renforcé son alignement proatlantiste en assumant en outre sans complexes la nécro-politique migratoire. Il n'est pas surprenant, dans ce contexte, que la présence au gouvernement de Unidas Podemos suscite un malaise croissant chez une partie non négligeable de ses militant·e·s.

Quelle orientation, dans cette situation, pour la gauche radicale ? Je pense que les défis principaux pour la gauche radicale consistent fondamentalement à savoir défendre un anti-impérialisme internationaliste, clairement opposé au bloc impérialiste occidental, mais aussi à l'impérialisme russe et à sa guerre injuste d'agression contre le peuple ukrainien.

Celui-ci devrait obtenir tout l'appui possible à son droit légitime à la défense, armée et non armée. Cette position n'est pas incompatible avec une attitude critique face à des discours comme celui prononcé lors de ce sommet par le président ukrainien Zelensky. Elle exige d'autant plus la solidarité politique et matérielle avec les gauches ukrainienne et russe dans leur pari de projets alternatifs à ceux de leurs gouvernements respectifs.

Tout cela devrait s'accompagner d'une conception alternative de « sécurité globale », multidimensionnelle et centrée principalement sur la défense de la vie et des biens publics et communs face au nouveau bras de fer néolibéral auquel nous assistons.

Propos recueillis par **Juan Tortosa**
Traduit du castillan par Hans-Peter Renk ■

Allocution de Volodymyr Zelensky, 29 juin 2022

NATO

La figure de proue d'Adelante Andalucía Teresa Rodríguez en campagne, juin 2022.

International État espagnol

L'HYPOTHÈSE D'UN BLOC DE GAUCHE INDÉPENDANT

Lors des récentes élections régionales en Andalousie, le Partido Popular (droite) a obtenu la majorité absolue du Parlement (58 élu·e·s sur 109). Entretien avec Pablo P. Ganfornina, militant de Anticapitalistas Andalucía.

Dans quel contexte se sont déroulées ces élections ? Nous pouvons définir au moins 3 facteurs : la profonde crise économique et sociale d'après la pandémie, la politique insuffisante du « gouvernement de gauche » à l'échelle nationale, la bataille continue menée par la droite durant les 10 dernières années pour l'hégémonie.

En ce sens, la droite avait déjà gagné politiquement les élections avant que celles-ci n'aient lieu. Nous savions depuis des mois ce qui allait arriver, il n'y a pas de quoi paniquer. Maintenant, il faut analyser les résultats. Pour moi, il n'y a pas de victoire électorale sans victoire politique préalable. Les campagnes électorales jouent un rôle, mais elles donnent ce qu'elles peuvent. Et il est important maintenant de débattre du positionnement de la gauche andalouse face à ce nouveau scénario, si elle veut survivre et gagner une importance politique et sociale.

Quel bilan dresses-tu des résultats ? Les résultats sont mauvais, mais ils reflètent l'hégémonie des idées conservatrices dans la société andalouse et l'absence d'un projet majoritaire de gauche capable de mobiliser et de faire prendre une autre direction. Il y a un changement de cycle et la gauche vit toutefois la défaite politique du cycle antérieur. Il faut penser à moyen et long terme et se fixer des objectifs concrets.

En ce sens, l'émergence d'Adelante Andalucia est une bonne chose dans un mauvais contexte, car elle a ouvert la voie, avec beaucoup d'efforts, envers et contre tout, à une option nettement de gauche, écologiste, féministe et andalousiste (pas nationaliste, mais souverainiste). Au moins, nous ne revenons pas à 2011. Il y a une vie en dehors du Parti communiste et une gauche au-delà de la gestion du possible. C'est un fait important.

Quels sont les défis et les tâches de Adelante Andalucia ? Adelante Andalucia s'est révélé comme une vérité incommode pour la gauche et pour le régime de 1978. Maintenant, la gauche andalouse débat deux hypothèses stratégiques : le bloc avec le PSOE (hypothèse Podemos/Izquierda Unida/Yolanda Díaz) et le bloc indépendant avec l'Andalousie comme sujet politique. C'est l'hypothèse d'Adelante Andalucia.

Le seuil électoral n'est garanti à personne, encore moins à un nouvel espace politique. Cela dit, l'aspect important sera l'envergure de l'hypothèse politique, pas seulement son expression électorale. Nous continuons à penser que l'hypothèse d'Adelante Andalucia est une hypothèse stratégique plus forte. Nous avons commencé à le voir dans cette campagne. Le premier défi, c'est de maintenir la ligne.

En ce sens, dans un moment de montée de l'extrême-droite et un tournant conservateur de la société, une gauche forte ne peut se constituer sans faire face aux partis de droite, en démontant leur discours et leur programme.

Une gauche forte ne peut pas se mobiliser à partir de la peur de l'autre comme base fondamentale. Le PSOE peut le faire, à moitié, mais une gauche forte non. La force de la gauche passe par un projet politique propre, et pas un projet politique subordonné à un autre. Une gauche forte ne peut pas défendre davantage que le PSOE le gouvernement central (une coalition PSOE-UP) et regarder de l'autre côté comme si la classe ouvrière ne vivait pas une réalité où les politiques de La Moncloa se sont révélées totalement insuffisantes.

Raison pour laquelle les 167 970 suffrages et les deux députées de Adelante Andalucia ne sont pas une finalité, ni un but en soi, mais un nouveau départ. Un chemin sans complexes qui recommence pour la gauche alternative. Adelante Andalucia est un outil, pas le seul.

Le second défi sera l'implantation de l'organisation sur le territoire. C'est la tâche fondamentale : construire l'organisation. Pour le mesurer, il y aura une preuve lors des prochaines élections municipales de 2023. Il ne faut pas se précipiter. Il ne faut pas présenter des candidatures partout. L'important, c'est de bien construire par en bas, construire les mouvements sociaux, faire de l'agitation dans la rue. C'est pourquoi il serait très bien d'ouvrir les portes aux nombreux·ses militante·s rentré·e·s à la maison après les déceptions de Podemos et d'éviter les pires egos et ambitions. Une stratégie claire, un programme radical et mener la bataille.

Autre thème central qu'Adelante Andalucia ne pourra éluder : réduire le rôle de ma camarade et amie Teresa Rodríguez. Ce sera bon pour elle et pour le projet lui-même, bien qu'au début ce sera difficile. Maintenant, il faut lui donner un autre rôle.

Enfin, il faut éviter de tomber dans une dynamique d'autoréférence et ses dérivés. Il n'existe pas de manuel de recettes. Nous pouvons et nous devons regarder d'autres expériences dans notre environnement. À mon avis, Adelante Andalucia pourrait reprendre des leçons et des méthodes du Bloco de Esquerda (Portugal) et de la Candidatura d'Unitat popular (Catalogne). Le manque de références continue à peser sur la gauche, prenons au moins le mieux des expériences sœurs.

Propos recueillis par **Juan Tortosa**
Traduit du castillan par Hans-Peter Renk ■

À lire Histoire

LA RÉSISTANCE ET L'EXIL EN HÉRITAGE

Journaliste à Genève, Charlotte Frossard, 32 ans, a travaillé dans plusieurs médias romands ainsi que dans le média alternatif *Jet d'Encre*. Elle publie son premier roman, *Sur le pont* chez Encre Fraîche. Entretien.

Bonjour Charlotte. Comment est née l'idée de ce premier roman ? L'envie première a été d'investiguer l'histoire de ma famille portugaise qui s'est opposée à la dictature de Salazar. Plusieurs d'entre elles et eux ont été emprisonné·e·s et torturé·e·s.

Mes grands-parents ont refusé de prendre part à la répression des peuples dans les colonies portugaises en Afrique et ont dû fuir leur pays. Il et elle ont trouvé refuge dans la jeune Algérie indépendante de 1962 puis se sont installés à La Chaux-de-Fonds où, en tant que médecins, il·elle ont soigné les Portugais·e·s et les saisonniers·ères en adaptant horaires et tarifs. J'ai donc fait de nombreux entretiens avec mes grands-parents et un travail de recherche au Portugal auprès d'ancien·ne·s prisonniers·ères politiques et d'historien·ne·s.

Le personnage principal de ton livre, Louise, travaille en qualité de journaliste stagiaire à la télévision romande. Qu'as-tu eu envie de dire de l'univers des médias ? En tant qu'immigrée de la troisième génération, Louise représente typiquement un personnage dont on ne voit plus l'origine étrangère, mais dont l'identité est fragmentée. Elle souhaite ardemment appartenir à un monde, celui des médias, mais peine à se positionner dans ce système complexe fait de jeux de pouvoir, de népotisme et de course à la célébrité. C'est un milieu très compétitif dans lequel il est dur de s'affirmer, surtout en tant que femme.

Quels sont les liens d'une dictature avec un système de travail oppressif ? On ne peut pas comparer une dictature avec le monde professionnel, tout difficile soit-il, mais j'ai voulu mettre en parallèle la capacité d'un individu à s'extraire d'un système oppressif qui va à l'encontre de ses valeurs. Comment conquiert-on sa propre liberté ? Louise ne poursuit pas de grandes révolutions, mais en revisitant ses origines, elle parvient à changer son positionnement. Choisir de s'opposer a un coût. Cela passe par un renoncement à ses privilèges. Cela exige aussi du courage et d'expérimenter une forme d'exil.

Dans ton roman, tu poses la question de celles et ceux qui s'opposent en partant, et celles et ceux qui s'opposent en restant. Est-ce que s'opposer à un système implique forcément qu'il faut le quitter et partir ? Il existe plein de façons de résister, et rester en fait partie. La douleur des gens qui restent, moins tangible, est parfois oubliée : la douleur de l'exil est plus visible ou davantage exprimée. S'opposer à un système, c'est aussi parfois partir pour mieux revenir. Un grand nombre de réfugié·e·s politiques est d'ailleurs retourné au Portugal après la révolution des Œillets.

Comment s'est traduit l'engagement de ta grand-mère ? Comment a-t-elle vécu l'exil ? La parole des hommes migrants a été beaucoup plus entendue et étudiée que celle des femmes. Si mon grand-père était très engagé et politisé, ma grand-mère, elle, m'a davantage transmis l'amour du pays : les souvenirs de l'enfance, les liens à distance, la précieuse conservation des rituels. L'héritage culturel et émotionnel vient majoritairement des mères, principalement dévouées à l'éducation des enfants.

Qu'as-tu envie de dire sur le sens du retour ? Le sens du retour est très caractéristique de la population portugaise. Le taux d'immigré·e·s qui repartent au pays à la retraite est important. Mon livre s'attache à la quête d'un idéal perdu pour toujours. La mère de Louise ne parvient pas à revenir d'où elle vient; à son image, Louise est en quête d'absolu et d'appartenance. Ici, le sens du retour semble illusoire, même s'il est aussi fondamentalement un moteur de vie.

Est-ce que ce roman est un hommage à tes grands-parents ? S'agit-il d'un devoir de mémoire ? Il s'agit avant tout d'un hommage à la communauté portugaise installée en Suisse qui a été chaleureusement accueillie comme main d'œuvre bon marché mais dont on n'a pas cherché à connaître l'histoire. On méconnaît la dictature de Salazar, les guerres coloniales. La restriction de l'accès à l'éducation imposée par Salazar a maintenu une grande partie de la population dans la pauvreté et l'illettrisme. C'est un hommage qui veut aussi déconstruire les préjugés envers la communauté portugaise, dont j'ai souvent été témoin.

Que gardes-tu personnellement de l'expérience de ce récit et quel message veux-tu transmettre ? Mes grands-parents me répétaient que nous avons une responsabilité envers celles et ceux qui ont moins que nous. Il et elle faisaient partie de la bourgeoisie lisboète, mais ont renoncé à leurs privilèges au profit de valeurs humaines fondamentales. C'est pour moi une leçon de vie essentielle.

Entretien et photo : **Julie de Barros** ■

Charlotte Frossard

JAA
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal

LA POSTE

Journal solidaritéS - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

solidaritéS 408 7 07 2022

C'est quoi ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidaritéS, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement, politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir !

Abonnez-vous !

Abonnements

SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS !

☐	Annuel	fr. 80
☐	Étudiant·e·s, AVS, AI Chômeurs·euses	40
☐	Soutien	150
☐	3 mois à l'essai	gratuit !

Vous pouvez vous abonner sur Internet: solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal :

→ solidaritéS
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40

En images Féminisme

AM

BIGOTS GAVANT UN UTÉRUS

Sommaire

3 **National** La guerre à l'inflation est-elle vraiment déclarée ?

4 **Queer** Grand succès pour la Pride de Nuit !

Monde du travail Le laid marché

5 **Genève** 30 h d'études + 10 h de révision + 20 h de Migros = épuisement !

6 **Vaud** Plateforme 10 : petits fours pour les un·e·s, précarité et baisse de salaires pour les autres ?

Neuchâtel Un emprunt qui aura coûté cher à La Chaux-de-Fonds

7 **Immigration** Melilla : frontières et barbelés ensanglantés

8–9 **À lire** Livres en lutte pour l'été

10 **Féminisme** Un *backlash* contre les mouvements féministes ?

11 **Écologie** Qu'est-ce qu'une bombe climatique ?

Les partisan·ne·s du gaz à l'offensive

12 **International** Élections présidentielles en Colombie : trois raisons de la victoire historique de la gauche

13 **International** l'OTAN revoit son « concept stratégique »

14 **International** Andalousie : l'hypothèse d'un bloc de gauche indépendant

15 **À lire** La résistance et l'exil en héritage